

L'essor

La cause de la paix La pratique de la solidarité Le respect de la vie L'ouverture à la créativité

n°6 - décembre 2014 - paraît 6 fois par année www.journal-lessor.ch

Forum de ce numéro (pages 3 à 13)

Situation de la presse et liberté d'expression

Editorial

Ils ont tué une deuxième fois Jean Jaurès

Internationaliste et pacifiste, Jean Jaurès s'est battu durant toute sa vie pour assurer la dignité des travailleurs et pour éviter la Première Guerre mondiale qui devait ensanglanter le monde. Malheureusement, il n'a pas pu achever son œuvre de paix car il a été assassiné le 31 juillet 1914.

A l'occasion du centième anniversaire de la mort du député socialiste, il est de bon goût de se réclamer de lui. D'innombrables personnalités politiques soulignent l'influence qu'il a sur elles, de François Hollande aux dirigeants du Front national en passant notamment par la crème des socialistes suisses. Alors, de deux choses l'une: toutes ces personnalités font preuve d'une ignorance totale de l'action de Jaurès, ou elles exploitent hypocritement la célébrité du député de Carmaux.

Presque partout, les socialistes se sont convertis au social-libéralisme. Dès lors, ils ont complètement perverti le message de Jaurès et l'ont tué une deuxième fois. Rappelons une citation de celui qui est le fondateur du journal *l'Humanité*: «C'est en poussant à bout le mouvement économique que le prolétariat s'affranchira et devien-

dra l'humanité». Ceux qui osent se réclamer aujourd'hui du socialisme de Jaurès feraient bien de méditer cette citation.

Pour la première fois depuis 1848, le Conseil d'Etat du canton de Neuchâtel est majoritairement aux mains des socialistes (trois sièges sur cinq). Et c'est ce gouvernement qui taille dans les prestations sociales, allant jusqu'à diminuer la somme accordée pour les dépenses personnelles des personnes placées dans des homes.

C'est vrai que le Grand Conseil neuchâtelois dispose d'une majorité de droite et que c'est lui qui, finalement, décide du budget. Mais, en devant les désirs des radicaux-libéraux et des élus de l'UDC, les édiles socialistes se sont couchés devant eux. Il est inquiétant de constater que le Conseil d'Etat à majorité socialiste est davantage critiqué par la gauche que par la droite.

Considérant qu'il y a plus de 300.000 millionnaires dans notre pays, les statistiques officielles arrivent à la conclusion que la Suisse est le pays le plus riche du monde. C'est oublier que les moyennes ne veulent rien dire et que, selon Caritas et le CSP, il y a plus de 800.000 personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté. Et l'écart se creuse encore sous le double effet de la voracité des nantis et de la calculation scandaleuse de l'indice des prix à la consommation (qui ne tient notamment pas compte des primes de l'assurance-maladie).

Où sont les enfants les amis
qui venaient frapper à la porte
le mercredi
Un vol de passereaux perdus.
Est-ce le vent qui les a pris?
ou la mémoire qui les pousse
vers un oubli.

Mousse Boulanger

Mousse Boulanger et Rémy Cosandey

Mon 9 novembre 1989

«Ce n'est pas vrai! Tu plaisantes! C'est une mauvaise plaisanterie! Tu ne sais pas de quoi tu parles!» Par ces mots fâchés, mes amis allemands m'ont accueillie à 18h30 le samedi soir 9 novembre 1989, quand je leur ai annoncé la chute du Mur de Berlin, événement dont je venais d'entendre l'annonce à la radio. Nous étions environ 70 personnes au Louverain, centre culturel au-dessus des Geneveys-sur-Coffrane, dans le canton de Neuchâtel. Notre sujet d'étude et de pratique était de la gymnastique japonaise sous la direction de Maître Ikeda, entraîneur national d'aïkido. Parmi les 70 participants, environ 15 étrangers dont une dizaine d'Allemands. J'avais avec moi ma petite radio, un récepteur ondes courtes acheté quatre ans avant au Japon.

Je pouvais écouter le samedi à 18 heures (comme le lundi et le jeudi) les émissions en espéranto de Radio Suisse Internationale. C'est en écoutant ces émissions que j'ai appris la langue. Avant cette émission venaient les nouvelles, et les nouvelles du 9 novembre étaient renversantes.

Les Allemands, après mon annonce, étaient fâchés pensant à un gag; j'ai dû insister. Ils se sont alors précipités sur mon appareil radio. Une dizaine de dos se penchaient sur lui comme dix enfants sur une plaque de chocolat... Ils écoutaient. Ensuite ils se sont rués sur la cabine téléphonique et ont appelé leurs familles en Allemagne. Certains pleuraient...

J'étais à Lille, à une séance de la Fédération mondiale des villes jumelées FMVJ). Le président de cette organisation, Pierre Mauroy, ancien Premier ministre français, prononçait une allocution. Tout à coup, un de ses collaborateurs lui a tendu un billet. Interrompant son discours, Pierre Mauroy a dit: «Le Mur de Berlin» est tombé». Stupéfaction dans la salle, puis applaudissements. Je me souviens que les délégués des pays de l'Est n'étaient pas les moins enthousiastes. Par ses jumelages avec des villes de pays communistes, je pense que la FMVJ (dont j'étais à l'époque le président suisse) a largement contribué au rapprochement entre l'Est et l'Ouest.

Mireille Grosjean

Rémy Cosandey

LE BILLET DE PIERRE AGUET

Bonne ou mauvaise nouvelle?

L'essor aime à publier de bonnes nouvelles sur sa dernière page. A la lecture de ce qui suit, je me suis dit: «En voilà une bonne». Le nouveau coprésident de la Conférence suisse des institutions d'action sociale, M. Félix Wolffers, cité par Pierre-Yves Maillard dans le dernier *Caritas-mag*, affirme qu'il y a moins de gens à l'aide sociale en Suisse qu'il n'y a de millionnaires. Tant mieux. N'ai-je pas toujours affirmé que le plus grand défaut des millionnaires était précisément... de ne pas être assez nombreux...

Mais, à y regarder de plus près, cela mérite une analyse. D'une part, si le mot millionnaire est encore plein de prestige, il faut bien admettre que le moindre citoyen modeste qui a fait l'effort, il y a quelques années, de se construire une villa «Sam'suffit» est déjà millionnaire. Deuxièmement, lorsque l'on parle des affaires publiques ou des regroupements d'entreprises ou encore des amendes des «banqstères», c'est toujours en milliards que l'on s'exprime.

Enfin, l'accumulation exponentielle de la richesse sur un tout petit pourcentage de la population dû au contrôle déterminant des affaires du monde par les multinationales, est un élément déterminant et infiniment regrettable qui aboutit à ces nouvelles constatations statistiques.

Le jardin anglais

L'assortiment est signé Smith & Co. Le meilleur grainetier de Londres, offre dans des sachets transparents des graines-mots aussi robustes que britanniques.

Des graines avec leur petite barbe de mots qui leur sert de terreau:

Marketing: organisation rationnelle du marché.

Le marché va bien à cette graine
Qui aime les sols goudronnés des zones industrielles,
Elle est prolifique, envahissante
Mortelle pour les épicerie de quartier
portées par des familles humaines.

Sa fleur n'est ni odorante,
ni ouvragée comme une azalée de faubourg,
mais elle développe une substance
douce au toucher: le bénéfice.

Smith & Co propose d'autres graines
adaptées à d'autres terreaux.
Retail banking, *Hedge funds* sont nées
avec leur barbe de mots
pour la Banque, le Fric souverain.

Semences aussi robustes
que britanniques elles fleurissent bien
au cœur de nos villes.

D'autant mieux que leurs petits malins
de jardiniers ont mis en place
une formule magique:
étatiser les pertes
et privatiser les bénéfiques.

Robert Curtat

Il faut hiérarchiser l'information

Les journaux d'opinion ont de plus en plus de peine à survivre et la concentration de la presse se fait au bénéfice des grands groupes (Tamedia ou Ringier par exemple) ou des grosses entreprises (Migros, Coop). La plupart des journaux, par paresse ou manque de moyens, se contentent de relayer l'information qu'ils reçoivent des grandes agences de presse. La rubrique locale est de plus en plus mince, remplacée par des pages qui dévoilent la vie et souvent la nudité des acteurs et chanteurs d'ici et surtout d'ailleurs. C'est le règne des 4 «S»: sang, sexe, sport et schowbiz. Dans cette surenchère, le journal gratuit *20 Minutes* est en tête de classement!

A part *Le Monde diplomatique* et *Le Canard Enchaîné*, et chez nous *Le Courrier*, la plupart des journaux ne font plus d'enquêtes et ne dénoncent plus les petits et grands scandales du monde. Les journalistes sont-ils encore libres de s'exprimer? On voit très rarement des rédacteurs en chef prendre des positions opposées à celles de leurs actionnaires. Le forum de ce numéro traite de ce problème. Plusieurs journalistes ont accepté de s'exprimer et nous montrent que la presse d'opinion est en danger. L'un d'entre eux, Pascal Mourrot, déclare: «La propagande gaze nos esprits comme l'information la libère.» Nous partageons cette affirmation.

Le comité rédactionnel de *l'essor*

L'honnêteté de Pascal Décaillet

Pascal Décaillet, directeur de son propre bureau de journalisme, n'est pas précisément un homme de gauche puisque, lors d'un entretien réalisé en 2013, il dit de lui: «*J'aime la primauté du suffrage universel, le fédéralisme et surtout, l'idée que notre petit pays, fragile mais tellement attachant, conserve sa souveraineté nationale. En cela, oui, je suis un conservateur. J'aime aussi l'idée de frontière, le protectionnisme agricole, l'encouragement à produire et consommer local, la préférence à l'emploi pour les résidents, toutes choses qui me rapprocheraient en effet de l'UDC ou du MCG.*» Pourtant, sur son blog, il vient d'écrire un texte qu'Alain Brin-golf, ancien président suisse du POP/PST commente ainsi: «*Politiquement il est loin de nos convictions, mais ses propos nous font plaisir*». Nous reproduisons ci-dessous ce texte in extenso.

«Longtemps, les journaux ont été l'une des grandes passions de ma vie. Le bon vieux journal papier, que j'ai compulsivement collectionné depuis l'âge de douze ans, très précisément depuis cet inoubliable *Paris Match* relatant les funérailles de Charles de Gaulle, en novembre 1970. Mon père me l'avait offert, il y a entre autres un texte de Jean Cau d'une incroyable densité de plume, j'en ai fait mille fois le tour, je l'ai encore. Jusqu'à l'apparition d'internet, je ne vivais que pour les journaux. Un jour, pour me récompenser d'un Prix de journalisme que j'avais reçu, un confrère

m'avait offert, dans des cartons de bananes Chiquita, des centaines de journaux de l'époque de l'Affaire Dreyfus, sur laquelle j'avais justement réalisé une série historique radiophonique. Il ne pouvait me faire de plus beau cadeau.

Aujourd'hui, je ne touche que très peu le papier, les neuf dixièmes de ma consommation (toujours énorme) d'articles se passent sur Internet. Alors, comme nous tous, j'attends du papier autre chose qu'une simple donnée d'informations. Quelque chose de puissant. De magique. De l'ordre d'une irruption, d'un parfum, ou alors d'une communauté invisible, celle des Revues littéraires du début du vingtième siècle, couverture blanche de Gallimard, *Revue des Deux Mondes*, *Revue Esprit*. Ou encore cette éblouissante *Revue Choisir*, de mes amis Jésuites, ou *Nova et Vetera*, fondée par l'Abbé Journet, et puis tant d'autres. Pourvu que cela fleure l'engagement. Le choix. La précision de l'angle. L'immensité d'une solitude.

Je viens de lire intégralement le numéro 41, 10 octobre 2014, de *Gauchebeddo*. Il surpasse, par l'appel d'air de ses fenêtres ouvertes, toutes les autres éditions de ces dernières semaines. Un édito délicieusement assassin de Jérôme Béguin sur l'embourgeoisement des socialistes en Ville de Genève (je vous salue au passage avec affection, chère Sandrine). Un reportage sur les «damnés

de l'asile». Un papier de fond sur le Brésil, en pleine présidentielle. Les revendications d'exilés colombiens à Genève. Et un second cahier, culturel, qui relègue les suppléments week-end de nos braves quotidiens au statut de Catalogues de la Redoute de la promotion et de la complicité sucrée. Il y a du choix, de l'angle, du courage, «de la douleur et du néant», du théâtre, de la musique (Abbado), de la littérature romande, et une remarquable analyse de dernière page sur l'Ukraine.

Quand je lis *Gauchebeddo*, je suis fier que mon métier existe encore. Et qu'il demeure, pour les gens de plume, d'autres valeurs que l'argent, le clinquant, l'insolence. En huit pages seulement, ce numéro 41 nous réconcilie avec l'envie de toucher du papier, humer l'encre, mettre en œuvre notre faculté de mémoire, nos océans de nostalgie. Je repense à ces dimanches entiers, si lointains, de mon enfance, où la lecture était seule, salvatrice, rédemptrice occupation. Il m'est parfaitement égal, aujourd'hui, de rejouer avec un journal de gauche ou de droite, homo ou hétéro, catholique ou athée, ce jeu si délicieux de petites morts et de résurrections. Une fois de plus, je dis merci aux gens de *Gauchebeddo* d'exister. Avec leur journal, je voyage dans le temps. Le mien. Celui de mon esprit vagabond, solitaire, et pourtant toujours en quête d'une joie partagée.»

Préserver des espaces de démocratie et de liberté de parole

Nous publions ici un entretien réalisé avec Philippe Bach, corédacteur en chef du journal *Le Courrier*, l'un des très rares quotidiens de nos pays qui puisse à juste titre se définir comme quotidien indépendant et dont la ligne de conduite se retrouve dans sa devise: *L'essentiel autrement*.

PB – En ce qui concerne la liberté d'expression, il y a dans le code pénal suisse l'art. 261bis qui donne le cadre par rapport aux discriminations raciales. Je suis personnellement plutôt libéral par rapport à ça, j'ai une conception de la liberté d'expression plus proche des anglo-saxons. Je ne suis pas sûr qu'il faille condamner les gens pénalement à chaque dérapage et essayer à tout prix de décréter la vérité historique lorsqu'il y a un négationniste dans les parages. Mais ça n'est pas forcément la position du *Courrier*, lequel a défendu cette disposition antiraciste.

BW – *J'ai parlé à l'un de vos collègues du Courrier qui semblait penser qu'en Suisse les journalistes avaient une bonne liberté de parole et qui se méfiait des « théories du complot ». Mais il était convaincu tout de même que Le Courrier se distinguait des autres quotidiens, que sa devise « l'essentiel autrement » était porteuse de sens.*

Alors effectivement. L'indépendance du journal vient de ce que sa part de publicité n'est que de 15%, et encore c'est une publicité de type surtout culturel. Nous sommes ainsi moins vulnérables que nos confrères à certaines formes de pressions économiques. Il est évidemment plus facile de traiter des questions immobilières comme la Tulette quand on n'est pas limité par le risque d'un téléphone d'annonceurs menaçant de retirer leur pub.

Cela peut arriver réellement?

Ah oui, bien sûr, les pressions existent dans les autres journaux. Ils ne vous le diront pas, mais c'est une réalité. Mais ces types de pressions sont intégrés en amont. Les cadres qui dirigent ces journaux savent qu'ils doivent ménager un certain nombre de milieux. A Genève, vous ne critiquez pas le domaine bancaire sans vous exposer à certains problèmes.

Cela ne signifie pas que nous soyons meilleurs que les autres. Mais pour les autres journaux, c'est important qu'il existe un journal comme *Le Courrier* qui peut dire certaines choses, parce qu'après, ils sont légitimés à en parler. Certains sujets ne pénètrent dans la sphère médiatique qu'au moment où ils ont été traités, par exemple dans un journal comme le nôtre. C'est tout l'intérêt de maintenir une presse aussi diversifiée que possible.

Mais alors dans la presse à grand tirage, la direction du journal sait ce qu'on peut dire et ce qu'il ne faut pas dire... et les journalistes, eux aussi le savent?

Bon, on est en démocratie, et ils arrivent petit à petit à se tailler des espaces de liberté. Après, il y a quand même des cas... comme en France, lorsque Nicolas Sarkozy en arrive à faire virer le directeur de Paris-Match parce qu'un article ne lui plaît pas, c'est un cas évident de pression extérieure au journal, dans toute sa splendeur.

Mais c'est une pratique à double tranchant, cela va déclencher une levée de boucliers de la part des autres journaux...

En l'occurrence pas du tout. Les autres ont compris qu'ils avaient intérêt à filer droit! Bon, c'est une histoire assez extrême...

Dans l'édition d'hier du Temps, il y a deux pleines pages montrant, photos à l'appui, les terribles destructions à Gaza. Mais c'est à propos des programmes de reconstruction, et Israël n'y est même pas mentionné. Donc ils peuvent se le permettre...

Dans le cas des opérations israéliennes à Gaza, les pressions en Suisse ont été relativement modérées. Elles sont moins d'ordre économique que diplomatique. Il y a aussi des associations du type Cicad qui interviennent. En l'occurrence, ils ont fait un amalgame abusif à mes yeux à propos d'une pancarte lors de la manif d'opposition aux actes commis par Israël à Gaza, devant l'ONU, en liant ce dérapage à des actes antisémites commis en France. J'ai d'ailleurs fait un commentaire à cette occasion. Ce qui nous a valu quelques lettres de lecteurs.

Les lettres de lecteurs sont un aspect intéressant d'un journal.

Nous en avons moins maintenant. Celles que nous recevons émanent davantage des lieux institutionnels et aussi des acteurs de la société civile. Mais les débats ont tendance à glisser du côté de Facebook.

Nous entrons là dans le débat « papier – pas papier »...

Oui, mais bien malin qui sera capable d'en tirer une conclusion. Personne n'a encore trouvé un modèle économique durable face à cette nouvelle donne.

Mais la tendance est bien à la disparition du papier?

En tous les cas, quelque chose est en train de changer. Mais comme on a le nez dans le guidon, difficile de dire le futur. Nous sommes en train de vivre une révolution extrêmement profonde. Qui ne touche pas que l'information. C'est la construction même et l'élaboration du savoir qui est profondément bouleversée. On n'enseigne plus de la même manière, les chercheurs ne cherchent plus de la même manière. Il est normal que l'impact s'en fasse ressentir aussi sur les journaux. Aujourd'hui, on ne lit plus de la même manière. Mais le journal en papier a quand même certains avantages. Quand vous allez sur Internet,

suite en page 5

vous papillonnez, vous zappez. Le journal vous présente un espace plus concentré et surtout hiérarchisé dont le lecteur peut avoir besoin.

Mais dans ce domaine aussi, on est dans des espèces de balbutiements, on est au début de changements dont on ne sait pas ce qu'ils vont être. Il y a eu de profondes modifications du paysage, il y a eu Facebook, mais est-ce que dans dix ans il y aura encore Facebook? On n'en sait rien. Il y aura peut-être autre chose.

Maintenant, comme toutes les révolutions, celle-ci va conduire là où on ne l'attend pas. Il y a une instantanéité de l'information, le savoir est diffusé de façon plus large et plus rapide. Nous ne sommes qu'au début d'un processus très profond. Les outils de production ne sont plus les mêmes, on ne produit plus comme avant, l'économie est réellement mondialisée...

La question, c'est: pour quel avenir ?

Pour quel avenir, on n'en sait rien. L'avenir est ouvert, et heureusement, parce que sinon on se suiciderait tous. Il faut avoir confiance dans le génie humain, et c'est mon cas. Je suis profondément optimiste, même si je vois bien parfois que l'état du monde est effrayant. Mes parents ont grandi dans l'Allemagne en guerre. L'Allemagne s'en est relevée, le Proche-Orient s'en relèvera. En dépit de la barbarie humaine qui se révèle dans ces moments-là. J'en reviens au *Courrier*. Nous, on est un petit journal et on a en face de nous des groupes ultra puissants. *Le Courrier*,

c'est un chiffre d'affaires de 4 millions, et Tamedia, c'est 1,4 milliard. C'est le petit épicier du coin contre la Migros! Nous essayons de préserver des espaces de démocratie et de liberté de parole. Une pensée autonome avec des valeurs qui sont antagonistes au rouleau compresseur du libéralisme.

C'est dans le choix de l'information et des sujets que nous traitons que nous pouvons nous distinguer de la presse habituelle. Nous mettons les projecteurs sur les sans-papiers ou les requérants d'asile, pour ne prendre qu'un exemple. Nous avons une approche un peu différente de la mobilité en ville. Nous essayons de montrer que derrière le discours néolibéral, il y a d'autres réalités, que la situation économique n'est pas une fatalité comme on essaie de nous le faire croire, on défend l'environnement, on parle des actions syndicales et des mouvements populaires, on parle de pays dont on ne parle pas beaucoup, on donne un autre éclairage sur l'Amérique latine, on met en question le discours ambiant sur l'Ukraine. Mais tout en n'adoptant pas une posture trop simpliste et trop idéologique.

Eh bien je vous remercie. Avec vous, j'ai appris plein de choses. On pourrait parler encore longtemps de ces vastes questions. J'apprécie votre optimisme, parce qu'il est soutenu par une réflexion et par une attitude de profonde attention à ce qui se passe dans le monde.

Entretien réalisé par Bernard Walter

Tout fout le camp ma bonne dame!

La presse vit des temps difficiles. Les menaces qui pèsent sur le journal traditionnel sont légion. La sacro-sainte rentabilité s'est trouvée un allié de taille avec la révolution numérique et l'on ne compte plus les fusions de titres ni les licenciements. L'information est devenue immédiate et gratuite. La presse se doit de se repositionner face aux enjeux présents et futurs sous peine de disparition ou, tout du moins, de sérieuse mutation.

Les chiffres de la REM (Institut de recherches et études des médias publics, septembre 2014) montrent une baisse d'activité chez les annonceurs et un net recul des abonnements pour ce qui est des grands titres. Les titres régionaux, eux, s'en sortent plutôt bien. Est-ce à dire que la tendance actuelle serait à l'autocentrisme? Le régionalisme serait la clé?

De manière générale les tendances de ces dernières années sont à la recrudescence de mouvements nationalistes, paradoxal si l'on pense au monde globalisé dans lequel nous vivons... Mais il semblerait que la perte d'identité, provoquée par le *village global*, nous pousse à chercher un ancrage fort et à redéfinir notre appar-

tenance. La presse régionale est précisément favorisée sur ce segment. Les informations locales ne se trouvent effectivement pas dans les grands titres nationaux et difficilement sur Internet. Les événements qui définissent une région et la font vivre sont classés sans intérêt par les grands groupes. Créer le buzz est leur crédo. Une nouvelle croustillante, vite lue, bien vue fait le beurre de ces entreprises qui n'ont de journal plus que le nom. Il ne s'agit plus pour eux de nourrir la réflexion, de diversifier les points de vue ou de dénoncer des malversations, bien au contraire. Rester dans la droite ligne rédactionnelle prônée par tel sponsor ou tel actionnaire majoritaire assurerait la pérennité du titre... c'est un combat d'arrière-garde! Récemment, le déménagement du journal genevois *Le Temps* assorti de quelques mises à jour de doublons (lire licenciements), affiche clairement les intentions des décisionnaires actuels: la presse doit être aussi rentable qu'un hôpital! Pas l'ombre de philanthropie ni de service public ici. Ce mouvement a atteint sa vitesse de croisière et ne doutons pas qu'il continuera à bousculer bon nombre de rédactions dans un futur proche.

Bien avisé qui pourra annoncer la direction du vent.

Nombre de rédactions locales ont fait le pari de la proximité tout en réajustant leurs structures de fonctionnement et en lisant consciencieusement *Le Messenger Boiteux*... Journalistes, pigistes ou correspondants – doit-on vraiment rappeler qu'ils sont la substantifique moelle d'un journal? – s'arrachent les cheveux. Pris en étau entre la déontologie et la mesure d'audience, entre la pensée unique et la prise de risque, l'autocensure se fait jour. La tentation de n'être que le relais mécanique des agences de presse ou de ne relater uniquement que des faits sans aucune valeur ajoutée est grande. La liberté d'expression est un combat permanent et a toujours existé depuis que le pouvoir est pouvoir. Elle devient de nos jours une notion qui n'appartient plus qu'à quelques journaux, satyriques ou d'opinion, clairement affichés comme tels et qui en payent le prix fort. *Tout dire les rochers la route et les pavés, les rues et leurs passants les champs et les bergers* n'appartiendrait-il plus qu'à la poésie?

Arvid Ellefsplatt
Rédacteur en chef adjoint
Le Courrier de Lavaux-Oron

Le trajet d'un journaliste du plomb au numérique

Décor d'une histoire vraie, la rue de la République à Lyon déborde de passants, de luxe. Symboles de ce haut-lieu, deux formidables cariatides tiennent, trois étages au-dessus du trottoir, le balcon du «*Progrès de Lyon* – journal indépendant et d'opposition républicaine» né voilà juste cent ans pour affronter Napoléon le petit. En 1959, début de notre récit, *Le Progrès* est l'un des premiers quotidiens régionaux desservant dix départements de l'Est et du Centre.

L'autocensure et la Légion d'honneur sont les deux principales causes de mortalité chez les journalistes.

Pascal Mourot

Trois volées d'escaliers et une porte battante conduisent à une très grande salle où arrivent, par grappes, hors-sacs, plis fermés, courriers tapés à la machine, lettres manuscrites des correspondants, centaines et milliers de feuilles qu'une troupe nombreuse, bruyante, souvent jeune, transforme en pages organisées. La verrière qui ouvre sur la rue de la République éclaire vivement la «régionale» du *Progrès*, rouage vivant d'un journal fait de plomb.

Je suis le nouveau qui va être formé en deux jours pour conduire l'édition de la Drôme-Ardèche, prendre la mesure du contenu des plis fermés, textes dactylographiés, lettres souvent manuscrites où transparait l'émotion du correspondant: médaille du mérite à sœur Léonie-Chantal de Chabeuil; la «boule de Bourg-Saint-Andéol» change de président; incendie d'une bergerie au Bourg du Cheylard. Au mur une horloge énorme décompte, en saccadant les minutes, le temps qui reste avant de boucler l'édition, de descendre au marbre, deux étages plus bas, en serrant les copies.

- *C'est toi le nouveau?*

Le cliquetis des linotypes emplit l'espace avec, de temps à autre, un appel bizarre: *Le plomb de la huit*.

Je réponds à peine à mon vis-à-vis, Jules Couturier, un typo aussi acide qu'expérimenté.

- *Voyons ça!*

Je développe les maquettes des deux pages.

- *Et là, grogne Couturier, découvrant un espace vide en bas de colonne.*

- On peut reprendre l'entrefilet de Chabeuil.

- *On peut.*

Ce sera tout pour le quart d'heure qui suit où le typo bâtit, comme un mur, la page de l'Ardèche de ce 14 septembre 1959, l'encre avec soin, pose une feuille de papier sur le plomb, empoigne à chaque bout un rouleau de caoutchouc dur qui va donner l'empreinte de la page à l'endroit: *la morasse de la sept* énonce-il d'un ton neutre. *Voyons maintenant la vingt-cinq...*

Les chiffres désignent les départements: l'Ardèche et la Drôme. J'ai franchi le seuil de qui sera demain un travail, bientôt une routine!

La page, tout ce plomb bien serré dans un châssis de fer est maintenant une coquille semi-sphérique que les hommes fixent à l'imposant cœur d'acier de la rotative. Cliquet du contact, nouveau contact, vérification de l'imposition. On est déjà à mille tours-minute. A l'autre extrémité de ce bruyant tunnel de fer, les journaux déboulent, masse que les routeuses¹ organisent en blocs séparés. Encore une poignée de minutes et le coursier du *Progrès* jette sur le plancher du wagon postal le paquet des journaux

du lendemain qui prend le train du Sud à 01h06.

Tout semblait possible en cette période aimable. Tout sauf l'impossible, la fin des Brémond grands bourgeois généreux², l'arrivée de nouveaux maîtres à l'opposé de leur modèle, le transfert de l'imprimerie de la rue Belle-Cordière à la banlieue maraîchère, le jeu sinistre des financiers.

Lancer un journal c'est aussi excitant qu'envoyer une fusée vers la lune, les deux ont le même objectif, faire décoller la connaissance.

Hasards de la vie et besoins de la *Tribune de Lausanne* pour servir l'Expo de 1964 allaient se conjuguer pour que je serve les dix ans suivants comme secrétaire de rédaction de nuit. Je retrouvais les outils et les méthodes: le ballet des linotypes, les pages bâties, les châssis de fer, les coquilles serrées sur le cœur d'acier de la roto, les routeuses, l'édition en feuillets serrés qui prenait le train du Valais à 01h26. Dix ans j'ai «fait» la nuit avec une équipe de professionnels, seuls occupants de la Tour, chacun à sa place, dans son rôle, sous le regard de l'horloge. Course quotidienne, si loin du «briefing» où les petits chefs jugeraient de «ceux de la nuit», itérative comédie qui portait autour d'un objet, le journal, et d'un fait: il était sorti à l'heure!

Le plomb des lignes de linotypes, des titres, des légendes en italique, ces blocs adaptés à l'espace ouvert, toute cette machinerie était au cœur du journal comme du métier de journaliste. Bien au-delà de mon exercice à la *Tribune de Lausanne*, au long d'une carrière de journaliste indépendant que j'allais conduire jusqu'à la fin du siècle je retrouvais ce monde.

A une grosse nuance près: le passage de la copie papier au texte informatique. Le système venu des garages de Silicon Valley devait balayer tout ce qui avait précédé et d'abord le plomb

suite en page 7

¹ La répartition des exemplaires répondait à des «routes» que les femmes maîtrisaient bien. D'autant mieux qu'elles coûtaient moins cher, si mon souvenir est bon.

² En novembre 1942, plutôt que de mettre *Le Progrès* au service de l'occupant allemand, ils le ferment mais en assurant ponctuellement à chaque employé sa paye jusqu'à la Libération.

forum : Situation de la presse et liberté d'expression

mais aussi les métiers, les traditions, les valeurs d'hier. Dans le si long combat, essentiellement français, pour la saisie du texte par des professionnels contre la composition au kilomètre par des opératrices, le patronat avait gagné.

Dès le début des années huitante, toutes les rédactions engageaient un long et nouvel apprentissage ponctué de mots anglais. Gagnant tous les étages de ce qui était hier un

journal, l'informatique imposait des contraintes nouvelles compensées par quelques avantages pratiques:

- *Avant, me confiait le rédacteur de l'Echo illustré, je devais choisir la page de couverture trois semaines à l'avance. Aujourd'hui, le lundi matin les agences nous mettent à disposition des centaines de couvertures.*

La mondialisation allait tout bousculer, même le prix des ordinateurs.

En 1982 la machine que notre bureau de presse avait achetée coûtait plus de 15.000 francs et avant la fin de la ligne, minuscule poignée d'octets, elle déclarait «full». Celle sur laquelle je vous écris compte des «mégas» d'octets.

Et elle a coûté bien moins de mille francs. La sagesse populaire nous assure «qu'on n'arrête pas le progrès». Elle a peut-être raison, encore que...

Robert Curtat

Rappel d'un droit fondamental

L'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée le 10 décembre 1948 par l'Assemblée générale des Nations unies, proclame: «Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontière, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit».

Lire, c'est boire et manger...

La tendance globalisante de notre société atteint peu à peu tous les domaines et n'épargne aucunement le monde de la presse écrite. Les ouvertures dont jouissait auparavant le lecteur en conservant une certaine liberté de choix ont été supprimées, regroupées pour faire place à un aspect rentable et rationnel de la publication. Ainsi en est-il de nombreux quotidiens qui abordent de manière approximative un peu tous les sujets: la politique et les différentes situations qui prévalent à l'étranger, le sport et la mode en rose de l'été, la météo et la recette culinaire du jour, etc.

Or, seuls les journaux à grand tirage ont les moyens de traiter une telle quantité de thèmes en faisant appel à de nombreux journalistes et correspondants. Quant aux journaux indépendants souvent soutenus par une subvention, ils doivent fermer boutique si cette aide leur est supprimée ou procéder à l'image des supermarchés qui se font concurrence en affichant «l'offre de la semaine» à la une de leur journal: «½ prix sur la botte de carottes nouvelles». Autrement dit, il est nécessaire de mettre la carotte au bout du bâton afin de séduire et fidéliser le client si l'on veut survivre. Pour un rédacteur en chef, c'est à une véritable gageure qu'il s'attelle afin que paraisse chaque semaine un journal intéressant susceptible de

se vendre et de remplir son devoir de lien social entre les habitants des communes avoisinantes.

Le principe de la liberté de la presse n'est pas moins essentiel, pas moins sacré que le principe du suffrage universel. Ce sont les deux côtés du même fait. Ces deux principes s'appellent et se complètent réciproquement. La liberté de la presse à côté du suffrage universel, c'est la pensée de tous éclairant le gouvernement de tous.

Victor Hugo
(discours prononcé le lundi
11 septembre 1848)

Le plaisir de rencontrer l'ami Dutoit ou le postier qui finit sa tournée, d'échanger quelques mots à propos d'un article paru dans le dernier numéro du *Courrier* vaut bien que l'on s'arrête à l'Auberge communale pour en débattre autour d'un verre de blanc. Si l'on en venait à supprimer ce type de publication, c'est à une société encore plus individualiste que nous aurions affaire puisque d'un clic sur Internet ou d'un doigt sur le bouton de la télé les rares petits moments consacrés

aux liens familiaux seraient également mis à mal.

Sommes-nous prêts, nous aussi, à suivre cette vague stupide et infantile qui caractérise bon nombre de citoyens totalement esclaves des nouveaux gadgets technologiques mais incapables de décortiquer un article dans le journal? Lorsqu'une personne est plongée dans le monde virtuel et que la réalité soudain lui fait face, elle se retrouve dans un état de totale confusion. Soyons encore attentifs aux dangers de la pensée unique qui nous guette, prête à se loger et à se développer dans le moindre interstice vacant d'un cerveau atrophié.

«Lire, c'est boire et manger. L'esprit qui ne lit pas maigrit comme le corps qui ne mange pas.» (Victor Hugo).

Lire, mais pas n'importe quel canard. Essayons au moins de faire quelques efforts, de nous poser les bonnes questions et de nous forger une opinion personnelle, ceci dans le but d'épargner à notre société de tomber définitivement dans le superficiel ou pire encore. Buvons des mots intelligents et mangeons des journaux sensés qui nous apportent de quoi réfléchir sérieusement à la société que nous sommes en train de remodeler dans de la terre un peu trop friable.

Christiane Bonder

On ne se révolte plus, on s'adapte, on se soumet...

Christian Campiche, journaliste, a occupé des postes à responsabilités dans une série de journaux de Suisse romande. Son souci d'indépendance l'a amené à créer son propre journal en ligne, en 2003 déjà, le *Radeau de la Méduse*. Titre significatif renvoyant à un célèbre tableau de Géricault, version tragique d'une Arche de Noé moderne où sont repêchés quelques rescapés d'un naufrage. Ce *Radeau de la Méduse* est devenu *Méduse*, dont son auteur en est le Médusé, devant les choses du monde.

CC – Ce qui est un peu compliqué dans toute cette question de liberté de la presse, c'est qu'il est difficile de dire s'il y a derrière tout cela un système délibéré pour museler la presse, en bref si cela fait partie d'une «conspiration» mondiale... Ce n'est même pas exclu.

BW – Est-ce pour cette raison que tu as créé la Méduse?

Ma *Méduse* est le résultat d'un besoin personnel, celui d'exprimer ce que je ne pouvais pas exprimer quand j'étais salarié dans un journal.

Pourquoi tu ne pouvais pas?

Parce qu'il y a des tabous dans les journaux. Le discours officiel est puissant, on passe vite pour un hurluberlu si l'on remet en question certaines «vérités» des pouvoirs établis, les vaccins, le nucléaire, etc... La *Méduse* est totalement indépendante, elle n'a pas de pub, elle n'a pas besoin de caresser une industrie, un politicien, une administration, dans le sens du poil, «ni pour ni contre, bien au contraire»... Je crois au journalisme d'opinion, qui donne ses lettres de noblesse à un titre. J'avais la chance de travailler pour un journal qui m'offrait une bonne liberté d'expression, mais ma réflexion m'amenait hors des sentiers battus. Je voulais m'engager davantage dans ce sens.

Un autre conditionnement est la place qu'il y a dans le journal, l'espace relativement restreint qui t'est accordé. Il y a le problème des moyens donnés pour faire un bon journalisme d'investigation. Un point important, qui peut souvent être un problème, c'est la personnalité du rédacteur en chef, qui est tenté de faire la morale, si le contenu ne lui convient pas.

Mais alors, il faut se rebeller là-contre.

Et qu'en est-il des éditos?

Les éditos, il y en a de moins en moins. Les responsables n'ont plus la même envie de se battre. Aujourd'hui, je reste sur ma faim quand je vois les journaux. Les commentaires, il n'y en a plus beaucoup. Or le commentaire est un élément important du débat. Il donne des éléments de réflexion au lecteur.

Le commentaire suppose un minimum de courage. Si l'on s'engage réellement, on sait qu'on ne va pas faire plaisir à tout le monde.

Est-ce qu'au journal, on te donne à comprendre qu'il y a des choses que tu ne peux pas dire?

Disons qu'on te met sur des rails. Mais c'est au journaliste de se battre pour dire ce qu'il veut dire. Aujourd'hui, les journalistes s'engagent moins dans leurs propos. Est-ce de la faiblesse, est-ce de la crainte? Ce sont de bons petits

soldats obéissants. Ce n'est pas comme ça qu'on peut aller très loin.

Venons-en aux dernières assises de la presse dont tu as été l'un des moteurs.

Cette manifestation a lieu tous les deux ou trois ans sur un thème donné. Là c'était organisé avec Amnesty international et Reporters sans frontières, sur le thème précisément de la liberté de la presse.

En tant que président d'Impressum, j'ai introduit la journée, en insistant sur le fait que ce thème est un thème bateau, mais sur lequel il faut sans cesse revenir. On doit se battre tous les jours pour conserver cette liberté.

J'ai animé le débat d'un groupe de trois éditeurs à partir d'une étude émanant de l'Université de Fribourg qui aboutissait à la conclusion que les journalistes n'avaient pas assez de moyens pour exercer leur métier et que la qualité des journaux en pâtissait. Nous le savions bien, mais nous n'avions pas les outils pour le démontrer. Il est important d'avoir maintenant cette caution académique. C'est là un côté insidieux de cette problématique de la liberté de la presse: on peut nous dire que l'«on ne fait pas de censure», mais si on ne donne pas des moyens suffisants aux journalistes, ça revient au même.

Si on ne donne pas ces moyens, ça donne quoi?

Des journaux ternes et sans relief. Ce qui ne veut pas dire que tout est à jeter dans nos médias, bien évidemment.

Et la conclusion que tu tires de ces journées?

Outre les échanges d'idées, ces assises renforcent le sentiment de solidarité entre journalistes. Elles leur permettent d'exprimer ce qui a pu leur arriver dans l'exercice de leur métier. C'est ainsi que Ludovic Rocchi, le journaliste qui a subi des perquisitions illégales, a bénéficié du soutien de ses collègues.

Revenons à la liberté de la presse...

Plus grave encore que les contingences financières, c'est la limitation culturelle, l'autocensure.

Et pourquoi cela?

Parce que les gens se sont habitués à être sur des rails, parce que les jeunes sont peut-être moins critiques, ils ont été éduqués dans la religion dictatoriale «soft» de la consommation.

C'est un peu la «fin de l'histoire» de Fukuyama, ce monde unifié, uniformisé. Les valeurs se sont érodées. C'est un monde beaucoup plus sournois. Avant, l'«ennemi», tu pouvais le reconnaître. C'était celui qui voulait régir tes croyances. Ce débat de société n'existe plus. On est dans une situation contradictoire. On parle de «réchauffement climatique» et on est dans une consommation à outrance, entretenant par là les causes de ces catastrophes dénoncées sans cesse dans les journaux. Les informations sont toujours plus anxiogènes, mais en fait cela se passe dans un désert d'idées. Il n'y a plus d'élément rassembleur, l'Etat

suite en page 9

s'est beaucoup affaibli, il semble qu'on ne maîtrise plus grand-chose.

Et la sécurité de l'emploi?

C'est aussi un problème. Tu as peur de déplaire. Tout se passe dans une hiérarchie où le rédacteur en chef, nommé par l'éditeur, aura tendance à défendre les positions de celui-ci plutôt que celles des journalistes. Ce qui signifie aller dans le sens qui convient aux pouvoirs et aux annonceurs. Il y a un climat général de laisser-aller, de peur, qui ne tient pas qu'aux journaux. C'est dans l'air, on ne se révolte plus, on s'adapte, on se soumet... Par ailleurs, les journalistes subissent une pression ambiante de la part du système judiciaire, dans l'air il y a des menaces de procès, des lettres d'avocats. Jusque dans les années 80, c'était un peu le contraire, les journalistes pouvaient s'en donner à cœur joie. Depuis, on est passé dans l'extrême opposé.

Et que penses-tu du rapport entre journal de papier et journal en ligne, par Internet?

Nous sommes maintenant à la croisée des chemins. Un groupe comme Ringier dit qu'il fait 50% de ses rentrées grâce à Internet. Tamedia en est à 30%. Mais la tendance est à la diminution du journal en papier.

Est-ce que cela a des conséquences sur la qualité de l'information?

Pas vraiment, non. Il est vrai qu'il faut énormément d'Internet pour compenser le journal papier dans lequel tout est plus concentré. Sur Internet tout est plus dilué, les espaces entre pub et information sont plus flous. Il sera ainsi plus difficile de respecter l'article 10 des principes de base du journalisme qui dit que la collusion entre la partie rédactionnelle et la partie publicitaire est bannie.

Quant à l'avenir, je crois que la presse papier à grand tirage finira par disparaître.

Là où le journal papier reste meilleur qu'Internet, c'est dans la partie locale, qui constitue un élément important de notre vie. Les tous-ménages locaux sont quelque chose de très attrayant pour les régions concernées car ils s'adressent au quotidien des habitants et parlent de leur histoire présente et passée. Cette presse-là a certainement un bon avenir.

Et si on en venait à une conclusion sur ce thème de la liberté de parole du journaliste, comment la formulerais-tu?

Eh bien je pense qu'il faut avoir la volonté d'exercer cette liberté. C'est comme cela qu'on la préservera au mieux. J'ai personnellement eu la chance d'avoir toujours pu m'exprimer, mais j'ai dû me battre pour pouvoir le faire. Cette liberté d'expression, c'est quelque chose que je défendrai toujours.

Entretien réalisé par Bernard Walter

Journalistes ou blogueurs?

Les blogueurs sont des activistes de l'environnement. Ils sont de plus en plus nombreux depuis l'avènement de l'Internet. On les appelle aussi des «photojournalistes» de la blogosphère. Ils fréquentent de manière assidue les réseaux sociaux tels que Facebook et Tweeter. De plus, ils ont leur blog, et sur ceux-ci, ils déposent et font circuler des photos montrant leur réalité immédiate. Ils ne sont soumis à aucune pression politique, et ne dépendent pas de la publicité. Ces photojournalistes veulent juste témoigner de ce qui se passe autour de chez eux en toute liberté.

De nos jours, lorsqu'il se passe un événement près de chez soi, nous avons la possibilité de filmer ou de prendre des photos avec un simple téléphone portable. Alors, le monde journalistique officiel, ceux qui sont porteurs d'une carte de presse, crie au scandale. Bien souvent, ils prétendent que les sources de ces clichés ne sont pas vérifiées. A vrai dire, ils sentent qu'ils sont sur la sellette, sorte de siège éjectable. Alors ils crient au loup.

Pourtant, tout le monde sait que les journaux n'ont pratiquement plus les moyens d'envoyer des reporters sur le terrain. Partir dans un pays

en guerre est devenu synonyme de danger. Les prises d'otages sont fréquentes de nos jours, c'est une monnaie d'échange qui rapporte gros aux terroristes quels qu'ils soient. Par ailleurs, qui aurait envie de se faire couper la tête au sabre dans un pays du Proche-Orient? Alors, les envoyés spéciaux et leurs employeurs se montrent un peu plus prudents. Dans certaines régions, ils obtiennent des renseignements par un correspondant local. Et c'est précisément là qu'interviennent les blogueurs. Ils n'ont pas fait d'études journalistiques, parfois, pour ne pas dire souvent, ils ne parlent même pas notre langue. Par conséquent, ils s'abstiennent d'écrire un article et se contentent d'envoyer des photos prises sur le terrain.

Sans ces photojournalistes, certains événements ne seraient pas connus du grand public. Souvent, ils prennent des risques en bravant les politiques ou des entreprises puissantes, en dénonçant des cas de dégradations sévères de l'environnement. Ce n'est qu'un exemple, bien entendu. Lorsque la censure les empêche d'utiliser l'Internet, ils sont aidés par les «Anonymous», ce sont des pirates qui défendent la liberté d'expression partout dans le monde,

ils détournent les interdits gouvernementaux en traçant de nouvelles connexions permettant aux internautes de contourner le blocage des sites censurés. L'information circule donc malgré tout et elle est relayée par des centaines, voire des milliers de petites fourmis qui gravitent sur la Toile. L'influence des blogueurs dits «leaders d'opinion» s'est engouffrée dans la brèche laissée vacante par la presse derrière son sillage. C'est ainsi que les blogueurs sont arrivés sur le devant de la scène.

De son côté, la presse papier va mal, elle perd chaque jour des abonnés, alors qu'Internet prend son envol. Aussi, certains journalistes diplômés porteurs d'une carte de presse, le fameux sésame, ne cessent de créer de nouveaux magazines, de nouveaux concepts. Internet est devenu une plateforme virtuelle alternative, plus interactive, plus ludique et moins coûteuse. Ces journalistes de l'informatique ont su créer un espace de liberté de parole et d'échanges. On peut dire qu'ils se sont affranchis!

Emilie Salamin-Amar

Un journalisme engagé, sans entraves autres que celles imposées par la déontologie

Que signifie être journaliste au *Courrier*, l'un des derniers quotidiens indépendants de Suisse? Cela revient-il au même que de travailler dans un média aux mains d'un grand groupe? Pas vraiment. Si c'est bien le même métier que l'on exerce partout, la façon de l'aborder diverge. Dans une publication indépendante, les journalistes disposent de davantage de liberté dans le choix et la manière de traiter les sujets, ainsi que d'une importante marge de manœuvre pour commenter l'actualité. En tant que journal d'opinion, *Le Courrier* encourage ses journalistes à prendre position, et force est de constater qu'elles sont le plus souvent à contre-courant du «mainstream médiatique» qui s'est malheureusement imposé dans la plupart des rédactions.

Un journal est semblable à un arbre. Pour résister, il lui faut de solides racines que l'on appelle «lecteurs»

Pascal Mourot

Grâce à sa faible dépendance face à la pub, *Le Courrier* peut donc se permettre de critiquer et dénoncer ce qui lui semble devoir l'être, sans craindre de perdre des annonceurs. Nous devons cependant, peut-être davantage que d'autres médias au vu de nos moyens financiers limités, prendre toutes les précautions afin de ne pas nous retrouver avec des plaintes sur le dos.

En tant que correspondante neuchâteloise, je traite la plupart des gros dossiers du canton. Face à la pléthore des sujets, il faut faire des choix, parfois douloureux. Mais certains dossiers sont incontournables.

Je me suis notamment beaucoup investie dans le dossier hospitalier, où *Le Courrier* a pris le contre-pied de l'ensemble de la presse, (presque) unanimement favorable à une concentration des sites d'Hôpital

neuchâtelois (HNE) perçue comme «forcément» bénéfique et synonyme d'économies. Il suffit de se remémorer les attaques médiatiques dont l'ancienne conseillère d'Etat Gisèle Ory a été la cible pour avoir défendu un hôpital de soins aigus multisite, quand bien même cette option supprimait des doublons. *Le Courrier* a au contraire défendu une vision prenant en compte les intérêts régionaux légitimes. Comme ceux de La Chaux-de-Fonds, troisième ville de Suisse romande, de disposer d'un hôpital digne de ce nom. Rappelons que cette stratégie, même transitoire, a été approuvée par le Grand Conseil puis plébiscitée par la population en novembre 2013.

Ces prises de position à contre-courant ont permis au *Courrier* de bénéficier d'informations exclusives. Nous avons ainsi dénoncé à plusieurs reprises les velléités de la direction d'Hôpital neuchâtelois (HNE) d'affaiblir le site de La Chaux-de-Fonds au détriment de celui de Pourtalès, à Neuchâtel, pourtant surchargé. Nous avons aussi questionné sa position incompréhensible dans le dossier de l'ophtalmologie. Non seulement elle a empêché trois chefs successifs de développer leur service, pourtant rentable, mais elle a tenté, après leur démission, d'éviter de pourvoir les postes vacants... jusqu'à ce que les médias, *Courrier* en tête, dénoncent cette situation. Au final, HNE a abandonné le service d'ophtalmologie en mains privées, celles des ophtalmologues démissionnaires de l'hôpital de la Providence, avec qui HNE a conclu un partenariat. Partenariat qui, suite au recours de GSMN, est pour l'heure en panne pour ce qui est de la chirurgie ambulatoire...

Autre dossier dans lequel *Le Courrier* s'est beaucoup engagé: la grève de la Providence qui a débuté en novembre 2012 suite à la dénonciation de la CCT santé 21 par Genolier Swiss Medical Network (GSMN) et a duré plusieurs mois. Selon nous, ce conflit est emblématique de ce qui se

passé actuellement dans le domaine de la santé avec la mise en concurrence des acteurs privé et public, alors même qu'ils ne se battent pas à armes égales. Une situation qui favorise le privé, qui se concentre sur les activités rentables, laissant tout ce qui ne l'est pas au public, contraint de s'occuper de tous les patients.

Quand la liberté d'expression n'existe plus, c'est la liberté de pensée que l'on jette en prison.

Pascal Mourot

J'ai couvert l'évolution du conflit au jour le jour, donnant la parole à toutes les parties, et dénoncé ce qui, selon *Le Courrier*, devait l'être. Nous avons condamné la mascarade de vote organisée par la Providence pour – soi-disant – demander l'avis de son personnel quant à l'avenir de l'hôpital. Nous avons relevé l'attitude ambiguë du président du gouvernement Philippe Gnaegi qui, bien que médiateur dans ce conflit, s'est plié aux desiderata de la Providence dont, faut-il le rappeler, il a été membre du Conseil de fondation. Nous avons critiqué la décision du Conseil d'Etat qui a violé son propre arrêté et créé un précédent en permettant à GSMN de conserver ses missions publiques sans appliquer la CCT jusqu'à 2016. Nous avons dénoncé la démonstration de force du Procureur qui a ordonné le démontage du piquet de grève le 26 décembre 2012 à l'aube. Nous avons aussi désapprouvé les licenciements, probablement illégaux – on attend toujours que le tribunal des Prud'hommes se prononce à ce sujet! –, des 22 grévistes de la Providence! Enfin, nous avons questionné le mélange des genres de Raymond Loretan, administrateur multipliant les casquettes, dont celles, pas forcément compatibles, de président du conseil d'administration de la SSR, entreprise audiovisuelle de service public, et de président du groupe de cliniques privées Genolier.

Le Courier a indirectement aussi joué un rôle dans le sort du projet de forages gaziers que l'entreprise de prospection Celtique Energie envisageait de réaliser dans le canton. En révélant un rapport confidentiel sur les intentions cachées de la firme anglaise en matière de gaz de schiste dans l'Arc jurassien, cela a permis de lancer un mouvement de résistance qui, moins d'un an plus tard, a abouti à un moratoire de dix ans sur tout forage d'hydrocarbures.

Si écrire pour *Le Courier* est un privilège, c'est aussi accepter de ne pas être lu de manière large et de ne toucher que le cercle relativement restreint des lecteurs et abonnés – même si certains «scoop» sont repris par les autres médias et circulent dans les cercles concernés. Travailler pour *Le Courier*, c'est par ailleurs admettre d'être perçu «autrement» par la profession, parfois même avec un brin de condescendance. Je me souviendrai toujours de ce journaliste qui, un jour, m'a dit: «En fait,

Le Courier est le vilain petit canard des médias.» «Parfaitement, lui ai-je répondu. Et non seulement nous en sommes fiers, mais nous pensons que ce vilain petit canard – qui dans le conte d'Andersen se transforme en magnifique cygne – est indispensable.» Car le jour où la concentration de la presse sera totale et où la pensée unique se sera imposée partout, peut-être sera-t-il déjà trop tard pour s'interroger sur le sens de notre démocratie.

Claude Grimm

Liberté d'expression chez les catholiques genevois?

Depuis plusieurs années, *l'essor* reçoit régulièrement un petit bulletin jaune émanant de la Cotmec (Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique). Nous avons sous les yeux le numéro 353 (novembre 2014) de ce fascicule... le dernier!

Dans son édito, la Cotmec dit notamment: «Vous tenez entre vos mains l'ultime édition de *Cotmec info*. Le numéro 353 ne sera suivi d'aucun autre. C'est l'automne. Tombe la feuille jaune, tombe... Ce bulletin tirait sa substance de la vie de la commission: des visites que nous recevions ou que nous rendions, des manifestations que nous organisions ou auxquelles nous prenions part, des animations dans les écoles et auprès des confirmands, des campagnes que nous menions, le plus souvent avec d'autres, de nos relations avec les partenaires de notre réseau... (...) Il nous reste à vous dire merci, chers lecteurs de *Cotmec info*. Merci de nous avoir lus, d'avoir témoigné de l'intérêt pour ce que nous écrivions. Merci pour les nombreux et chaleureux messages de soutien que nous avons reçus ces derniers mois».

Sous le titre «Un formidable gâchis», Roland Pasquier ne mâche pas ses mots: «Tristesse, amertume, révolte. Tels sont les principaux substantifs exprimés par les membres de la Cotmec face à la décision unilatérale de l'Eglise de Genève de mettre fin aux activités de la commission. Pendant 45 ans, nous avons été partie prenante d'une Eglise en marche, qui poussait son élan prophétique

jusqu'à mandater une commission pour l'aiguillonner sur les questions Nord-Sud et, plus largement, de justice sociale. Une Eglise qui acceptait, et même suscitait, l'interpellation voire la contradiction. Un excellent signe de santé qui, désormais, lui fait défaut. La Cotmec, privée de subvention, de permanent, de locaux et, surtout, de mandat de son Eglise, se voit contrainte d'arrêter ses activités».

Claude Fol tire un bilan en forme de questions et d'espérance: «Ce qui semble avoir encore aujourd'hui une longue promesse de vie, ce sont les inégalités de notre monde, ouvert à la mondialisation pour augmenter la capacité des marchés. Les luttes pour la justice, la paix, la sauvegarde de la création semble n'être qu'une goutte d'eau face à la désorientation de notre monde en quête de profit. La petite voix de

notre modeste commission n'a donc perdu ni nécessité ni actualité, car l'interrogation demeure: comment avancer vers plus de justice, en tenant compte des plus défavorisés? Comment progresser vers le bien commun? Je souhaite que le rebondissement de la commission porte ses fruits afin qu'elle puisse relever le défi d'aider les hommes et les chrétiens à réfléchir et à s'engager dans la construction d'un monde plus humain».

La conclusion appartient à Dominique Froidevaux: «Alors que le pape François nous invite à ouvrir les portes, à Genève on les referme. On a cassé quelque chose et surtout donné un formidable contre-témoignage. Qu'est-ce qu'une communauté qui n'est pas capable de dialogue et de réconciliation, alors que c'est au cœur de son message?»

L'UDC surreprésentée dans les médias

En 2013, d'après une dépêche de l'ATS (Agence Télégraphique Suisse), l'UDC était surreprésentée dans les médias par rapport aux autres grands partis. Le parti de la droite conservatrice parvient à «imposer ses sujets aux programmes des médias», estime la dernière étude sur la qualité des médias suisses.

En moyenne, 37% des échos de partis dans les médias se sont rapportés à l'UDC l'an dernier, soit plus que le PS (20%) et le PLR (16%) réunis. Pour ces deux partis, leur part dans les médias est comparable à leur score en voix. Pour l'UDC par contre, cette proportion est bien plus élevée que son socle réel d'électeurs.

Commentaire de *l'essor*: il faut faire de la surenchère et remettre en cause les acquis sociaux pour bénéficier des grands titres des journaux.

Utilité de la presse aujourd'hui

Il semble bien que tout le monde aujourd'hui a un ordinateur et s'informe via Internet. Par ailleurs, les nouvelles sont régulièrement diffusées par la radio et la télévision. Les journaux ont de ce fait perdu une partie de leur raison d'être. Ils n'en continuent pas moins d'exister car, en plus de l'information, ils commentent les événements selon des points de vue qui dépendent de l'école de pensée à laquelle ils se rattachent. Il y a des journaux de droite, des journaux de gauche, des journaux dits conservateurs et d'autres dits anarchistes. Un des avantages du journal est qu'on peut le lire tranquillement quand on a un moment et l'envie de le faire. On n'est pas lié à un horaire.

La liberté d'expression est un capital à ne pas épargner.

Pascal Mounot

Malheureusement, la plupart des journaux servent aussi de support à la publicité, laquelle cherche à nous faire croire que nous avons envie de ce dont nous n'avons pas besoin. Cette publicité rapporte et permet à beaucoup de journaux de vivre, ce qui donne du pouvoir aux annonceurs. Un journal qui a besoin de la publicité n'est plus vraiment libre. Mais il y a des exceptions. Pour ma part, je suis abonné à deux journaux sans publicité: *Le Canard Enchaîné* et *Le Monde diplomatique*.

Bien qu'étant d'abord un journal satirique, *Le Canard Enchaîné* est aussi un hebdomadaire très sérieux dans le sens qu'il est très bien informé et n'a pratiquement jamais pu être pris en défaut. Il a dénoncé maints scandales et ne craint pas de mettre le pouvoir en cause. On se demande d'où il peut bien obtenir ses informations car il apprend très vite ce qui se passe même dans le Conseil des ministres. Il y a eu un épisode tragi-comique lorsqu'un ministre de l'intérieur a voulu placer des micros dans les bureaux du *Canard Enchaîné* et que le «plombier» chargé de ce travail avait été surpris par un des journa-

listes du *Canard* qui, voulant passer tardivement au bureau, l'avait trouvé en pleine action. L'opération avait ainsi tourné catastrophiquement à la confusion du ministre.

Le Canard Enchaîné est lui-même source d'information pour d'autres journaux, en particulier étrangers, ce qui montre que le sérieux de ses informations est reconnu loin à la ronde. Il ne contient strictement aucune publicité et vit entièrement de ses abonnements et de la vente au numéro, ce qui ne l'empêche apparemment pas de bien payer ses journalistes. Cela prouve qu'un journal peut vivre sans publicité. L'abonnement n'est même pas très cher, de l'ordre de cent francs par année. Mais le *Canard* dérange parfois en haut lieu et d'aucuns ont pu souhaiter sa disparition. On dit même qu'«on» avait suggéré à de Gaulle de lui tordre le cou, ce que de Gaulle avait refusé en déclarant qu'il ne voulait pas «passer pour un con».

Le Monde diplomatique est un journal mensuel qui publie des enquêtes et des dossiers. Il présente des analyses des événements très précises et fouillées. Il est politiquement neutre et aborde les sujets les plus variés. A titre d'exemple, dans le numéro de novembre 2014, on trouve une analyse de l'affaire Snowden et de la géopolitique de l'espionnage pratiquée par la NSA (National Security Agency) américaine. Un autre article traite du «football» américain et ses conséquences sur la santé des joueurs. Bref, les sujets sont variés, mais d'actualité.

Il ne contient que très peu de publicité, essentiellement pour ses propres publications, mais reçoit occasionnellement des dons de ses lecteurs. Il s'agit donc d'un journal indépendant.

Je signale pour terminer l'existence de deux petits journaux produits par M. Jean-Michel Courajou, avenue William Fraisse 14, 1006 Lausanne:

- *La Convivialité*, cercle des lecteurs d'Ivan Illich;
- *Le Crétin des Alpes*, petit journal des réfractaires au développement.

Ces petits journaux sont envoyés gratuitement à ceux que cela intéresse et paraissent de manière irrégulière. Le plus ancien numéro dont je dispose date de 2001. Il s'agit donc d'un effort soutenu. Le dernier numéro du *Crétin des Alpes* dénonce les illusions du numérique, en particulier l'illusion qu'internet favoriserait la diffusion d'idées subversives.

Toute la débauche électronique actuelle ne semble pas avoir eu vraiment une influence déterminante sur la société. De plus, il est à mon avis important de souligner qu'elle est entièrement dépendante de l'électricité et que tous ces gens vissés devant leur écran d'ordinateur ne sont pas un substitut à la société conviviale, laquelle exige à mon avis des rencontres directes. Et on retrouve là aussi le problème de la Némésis: trop d'information tue l'information.

Pierre Lehmann

Si nous voulons pouvoir dire quelque chose du monde futur, dessiner les contours théoriques d'une société à venir qui ne soit pas hyper-industrielle, il nous faut reconnaître l'existence d'échelles et de limites naturelles. L'équilibre de la vie se déploie dans plusieurs dimensions; fragile et complexe, il ne transgresse pas certaines bornes. Il y a certains seuils à ne pas franchir. Il nous faut reconnaître que l'esclavage humain n'a pas été aboli par la machine, mais en a reçu figure nouvelle. Car, passé un certain seuil, l'outil, de serviteur, devient despote. Passé un certain seuil, la société devient une école, un hôpital, une prison. Alors commence le grand enfermement. (...) J'appelle société conviviale une société où l'outil moderne est au service de la personne intégrée à la collectivité, et non au service d'un corps de spécialistes. Conviviale est la société où l'homme contrôle l'outil.

Ivan Illich

Pas de démocratie sans diversité de la presse

Beaucoup d'observateurs ont noté, avec pertinence, le rôle joué par les réseaux sociaux – et plus généralement par l'internet – dans les révoltes populaires de ces dernières années. En 2009, la «révolution Twitter» a secoué l'Iran: l'organisation des importantes manifestations a été rendue possible, ou du moins facilitée, par l'utilisation de ce nouvel outil. Le Printemps arabe a sans doute également pris l'ampleur qu'on sait grâce à l'utilisation de canaux numériques peu contrôlables par les pouvoirs en place. Au-delà de la technologie utilisée, c'est bien la faculté de diffuser une information alternative, dissidente, qui a permis à ces mouvements de gagner en ampleur.

La question de la liberté d'expression est au cœur de ces récentes contestations. En réprimant cette liberté par un contrôle strict de l'information et une répression du débat démocratique, ces régimes autoritaires ont créé des foyers de contestation; la révolte iranienne, le Printemps arabe ou, plus récemment, le Mouvement des parapluies à Hong Kong auraient-ils pu se produire sans Internet? Sans chercher à répondre à cette question, force est de constater qu'une nouvelle liberté d'expression a permis l'émergence de courants démocratiques, même si ceux-ci sont parfois incomplets, confus, voire contradictoires.

Le pouvoir helvétique n'est pas un pouvoir autoritaire. La situation du peuple suisse n'est pas, loin s'en faut, comparable avec celle vécue par les Iraniens ou les Chinois. Nous faisons pourtant l'hypothèse que la liberté d'expression est ici comme ailleurs consubstantielle à la démocratie. Or pour que celle-ci puisse exister, certaines conditions doivent être remplies. Les médias doivent être libres, c'est-à-dire non censurés par le pouvoir. Ils doivent également être suffisamment nombreux pour représenter les grands courants d'idées qui traversent la population. Ils doivent enfin être indépendants – financièrement et politiquement – des grands intérêts économiques. En Suisse, la première condition est

remplie: il n'existe pas de censure a priori sur les médias (ce qui n'exclut pas que des pressions puissent s'exercer, notamment sur les organes de service public). Mais la situation est nettement moins tranchée pour ce qui concerne les deux autres prémisses.

Une dictature de l'audimat

Les médias suisses privilégient toujours plus le divertissement au détriment des thématiques politiques, économiques et culturelles. Ils ont aussi toujours moins les moyens de hiérarchiser l'information. «Une véritable dictature de l'audimat», déplorent les auteurs des Annales 2014 sur la qualité des médias, dans leur 5^e étude. La qualité de l'information chute particulièrement sur les sites Internet des journaux, constatent encore les analystes.

Dans la presse écrite, la concentration désormais presque achevée des titres et des groupes s'oppose frontalement aux deuxièmes et troisièmes conditions de la liberté d'expression. Le paysage romand de la presse écrite est aujourd'hui largement dominé le duopole Tamedia-Ringier. La presse quotidienne, les journaux régionaux comme les magazines sont édités par ces deux groupes, à quelques exceptions près. Par le truchement des conseils d'administration, ce sont deux familles, les Coinix et les Ringier, qui possèdent la quasi-totalité de l'édition de presse écrite dans notre pays. Cette concentration, qui serait jugée cartellaire et problématique dans n'importe quel autre secteur économique, devient franchement inquiétante dès lors qu'il est question de médias, et donc de possibilité d'influence politique. S'il n'est évidemment pas question ici de parler de lavage de cerveau, il serait tout aussi absurde d'estimer que la presse ne joue aucun rôle dans la formation des opinions. Dès lors que des idées ne sont plus diffusées que de manière confiden-

tielle, elles deviennent naturellement moins légitimes, moins facilement pensables. Le débat perd de sa substance, il n'y a plus que des contradictions de façade.

S'alarmer de la disparition de la presse indépendante, de la qualité en déclin des titres dominants ou des pressions exercées sur les journalistes – toujours plus réduits au rôle de «rédacteurs» – est une première étape, nécessaire mais insuffisante. Les citoyens doivent prendre leurs responsabilités: la qualité de la presse qui nous est proposée dépend directement du choix et du comportement de tout un chacun. Ainsi s'abonner à un titre indépendant, quel qu'il soit, c'est faire preuve d'esprit critique, mais c'est aussi lutter pour le pluralisme, la liberté de la presse et, en dernière analyse, la démocratie. Les journalistes également sont partie prenante dans les contours que prend le champ médiatique; ils devraient sans doute affirmer et revendiquer avec détermination la dignité de leur profession, à travers l'action collective, car ce n'est que collectivement que la corporation saura conserver, voire regagner, les conditions nécessaires au bon exercice du journalisme. L'Etat enfin a un rôle de premier plan à jouer. Face à la disparition accélérée du pluralisme médiatique, il doit s'engager dans un subventionnement volontariste de la presse indépendante, seul mécanisme capable d'intervenir efficacement contre la logique délétère du marché. En dehors de sa fonction informative, la presse constitue l'instrument privilégié de formation de l'opinion publique. Laisser la presse s'aseptiser, c'est cultiver le «prêt-à-penser» et compromettre la possibilité d'un choix politique informé. L'enjeu est trop important pour laisser le marché «réguler» ce secteur.

Julien Sansonnens
éditorialiste à *Gaucheبدو*

Voir aussi l'article de la page 3 dans lequel Pascal Décaillet parle en termes élogieux de *Gaucheبدو*.

Un référendum pour protéger nos Alpes!

Le premier alinéa de l'article 84 de la Constitution fédérale affirme: «La Confédération protège les régions alpines contre les effets négatifs du trafic de transit. Elle limite les nuisances causées par le trafic de transit afin qu'elles ne portent pas atteinte aux êtres humains, aux animaux, aux plantes, ni à leurs espaces vitaux». Le deuxième alinéa précise: «Le trafic de marchandises à travers la Suisse sur les axes alpins s'effectue par rail. Le Conseil fédéral prend les mesures nécessaires. Les dérogations ne sont accordées que si elles sont inévitables. Elles doivent être précisées dans une loi». Le troisième alinéa est encore plus limpide: «La capacité des routes de transit des régions alpines ne peut être augmentée.

Apparemment, les parlementaires fédéraux de droite n'ont pas lu la Constitution puisqu'ils ont décidé, durant la session de septembre

dernier, de donner le feu vert à la construction d'un deuxième tunnel routier au Gothard. Un référendum a été aussitôt lancé. Alf Arnold, coordinateur de l'initiative des Alpes, le justifie dans un récent article.

«L'argent englouti au Gothard pour un trafic de seulement 17.000 véhicules par jour (ndlr: 21.000 au Locle, soit plus de 400 bouchons par année) va manquer pour résoudre les problèmes épineux de circulation rencontrés dans les agglomérations, de Genève à Saint-Gall et de Bâle à Chiasso. Car c'est là qu'ont lieu les embouteillages quotidiens et que les pendulaires voyagent debout matin et soir dans des bus et des trains bondés. C'est là aussi que surviennent la plupart des accidents de circulation, et non pas dans le tunnel du Gothard. Personne, même parmi ceux qui ont imaginé de contourner la volonté populaire, ne croit au fait

qu'un tunnel payant ferait baisser sa fréquentation de moitié.

Un deuxième tube donnerait le signal aux transporteurs suisses et étrangers d'un transport routier demeurant attractif à travers les Alpes et l'espoir dès 2030 d'un tunnel routier à quatre pistes. Les conséquences d'une ouverture de toutes les voies seraient catastrophiques: davantage de trafic, en particulier plus de trafic lourd, plus de bruit et plus d'émissions. Les embouteillages devant le tunnel se déplaceraient vers les agglomérations traversées.

La solution de chargement sur le rail serait par contre une chance et une «avant-première» pour la politique de transfert. Un système de réservation pour l'autoroute ferroviaire représenterait un test préliminaire pour la bourse du transit alpin.

Le peuple suisse a déjà voté en 1994 et en 2004 en faveur de la protection des Alpes et contre un deuxième tube au Gothard. Le souverain doit à présent se prononcer une troisième fois. Raison pour laquelle nous récoltons, avec 50 autres organisations, des signatures pour le référendum».

Mathias Reynard, socialiste valaisan et plus jeune parlementaire fédéral, précise: «Les partisans du deuxième tube osent affirmer qu'une seule voie sera utilisée par tunnel, afin de ne pas augmenter la capacité. On imagine bien les autorités interdire l'utilisation des quatre voies lors des prochains bouchons au Gothard! Personne ne peut croire à de telles promesses! En réalité, le percement d'un deuxième tunnel routier est un véritable appel d'air pour les camions de l'Europe traversant notre pays. Cela engendra une forte augmentation du nombre de poids lourds sur nos routes. Avec les conséquences que l'on connaît sur le fragile écosystème des Alpes et sur la santé des habitants de ces régions de montagne».

Comité rédactionnel de *l'essor*

Il va de soi que nous encourageons tous nos lecteurs à signer au plus vite le référendum intitulé «Non au 2^e tube au Gothard».

Non au 5^e tube du Gothard

Un référendum vient d'être lancé contre la décision des chambres fédérales de construire un 5^e tube à travers le massif du Gothard. Hélas, il est intitulé contre le 2^e tube. Puisque le Conseil fédéral veut minimiser cette folie, on peut comprendre qu'il évoque un 2^e tube... routier. Mais que les opposants tombent dans le panneau, voilà qui est regrettable. L'ouvrage dit de base avait bien été proposé par le même gouvernement pour que camions et voitures l'empruntent dans la logique d'une diminution du trafic routier à travers les Alpes.

Ce passage est mythique pour les Suisses, pour les Suisses allemands en particulier. Il a joué un rôle déterminant dans la création de notre pays. Il a renforcé sa situation stratégique à la fin du 13^e siècle après l'aménagement d'un passage «routier» dans les gorges des Schoellenen. Enfin, on pouvait traverser les Alpes en ne passant qu'un seul col. Ce Gothard est tellement mythique que même le diable y a joué un rôle... mais de là à y créer un fromage plein de trous, il y a un seuil qu'il ne faudrait pas franchir.

Combien de kilomètres de galeries sont-elles déjà creusées sous ce col? Base: 2 x 57 km à 550 mètres d'altitude. Tunnel actuel: 15 km à 1150 mètres. Routier: 17 km (16,9) à côté du ferroviaire. Cela nous fait déjà 146 km de galeries, soit, à 20 km près, la distance d'un tunnel rectiligne de Lausanne à Zurich. Ces tunnels, routier et de base, sont les plus longs du monde. Belle consolation! On ne visite pas la Suisse pour traverser les plus longues galeries du monde mais bien pour profiter de ses splendides paysages alpins.

Ne dépensons pas des milliards de francs pour annuler les excellents votes précédents qui ont intelligemment décidé d'encourager le transit alpin par le rail.

Pierre Aguet

Salento – Destination cancer

Giovanni Sammali, Editions G d'Encre, Le Locle, 2014



Première phrase de la préface de l'auteur: «*Ce livre, que j'aurais voulu ne pas écrire*». Dédicace au soussigné: «*Merci de partager ce cri. Pour le Salento. Et pour toutes les terres empoisonnées*».

Ces deux affirmations résument bien le livre de Giovanni Sammali. Celui-ci, journaliste et depuis peu responsable de l'information de la Ville de La Chaux-de-Fonds, est originaire du Salento, région qui constitue l'extrémité sud-est de la région des Pouilles en Italie. Décrit comme étant le «*talon de la botte italienne*», le Salento englobe la totalité de la province de Lecce, une grande partie de la province de Brindisi et une partie de la province de Tarente.

Le Salento, c'est une image de carte postale, un écrin entre la mer ionienne et l'Adriatique, un territoire à la gastronomie authentique, parmi les plus saines de la planète. Mais il y a aussi, hélas, l'enfer du décor: dans ce petit coin de paradis, l'air est le plus chargé d'Europe en substances nocives d'origine industrielle.

Avec la complicité de la mafia, des industriels commettent des actes criminels. A cause d'eux, la région est gangrénée par le cancer. Les terres, les eaux et les airs de la mer ionienne sont empoisonnés, infestés de métaux lourds, de radioactivité, d'amiante et de dioxine. Il y a dans le Salento, comme un peu partout dans le monde hélas, des scélérats qui font

passer leurs intérêts financiers avant la santé des gens.

Sous la forme d'un roman, Giovanni Sammali a su en 170 pages dresser un véritable réquisitoire contre ceux qui, un jour ou l'autre, devront rendre des comptes à la justice et à l'humanité pour avoir provoqué intentionnellement la mort de milliers de personnes. Il faut que les populations concernées se réveillent. Mais il faut surtout que les Etats légifèrent et agissent pour punir les criminels de l'environnement.

Rémy Cosandey

Un pilote en mission

Claude Heiniger, Editions Karthala, 2013

«Du rêve de l'enfant à la vocation de l'adulte»: le sous-titre du livre explique le parcours de Claude Heiniger, depuis son plus jeune âge jusqu'à son décès en 2011 à l'âge de 57 ans (à la suite d'une grave maladie). Son ouvrage est une des très rares autobiographies qu'un pilote d'aviation en service missionnaire ait laissée.

Offert à titre posthume, ce livre relate les entrelacs d'un parcours dont la densité aura été exceptionnelle. En six chapitres, ce pilote en mission fait survoler à ses lecteurs le monde sur pas moins de quatre continents, les emmenant d'une enfance laotienne à sa Suisse d'origine en passant à travers les décors américains et les pistes camerounaises.

C'est donc l'aventure d'une vocation déjà dessinée fort jeune, doublée d'une passion débordante pour l'aviation, qui est retracée. En chroniqueur pointu de son art, l'auteur distingue ce que le pilote en mission et la mission du pilote peuvent avoir de commun et de différent, tout en décrivant avec minutie les scènes vécues de ses vols jusqu'aux situations les plus critiques. Claude Heiniger nous donne également la chance de pénétrer de l'intérieur ce monde peu commun de l'aviation «missionnaire», un service

exigeant appelé à soutenir principalement le travail des traducteurs de la Bible en langue autochtone dans les régions difficiles d'accès.

La conclusion de livre de Claude Heiniger est bouleversante: «*Voilà mon histoire, celle de la vie d'un pilote vécue à la lumière d'un Dieu bon et extraordinaire devenu mon Ami. C'est chez lui que je me rends pour mon dernier vol et que je parquerai «mon avion abîmé par la maladie», pour y entamer une*

restauration complète. Si j'ai pu rayonner quelque peu de son Amour autour de moi, c'est simplement parce que Sa lumière m'a illuminé et a projeté ce «Halo» sur vous tous qui avez été mes compagnons de vie, de route et de vol».

Ce récit de vie, vrai et émouvant, constitue un témoignage extraordinaire et contribue à enrichir un des nombreux pans de l'histoire missionnaire du XX^e siècle.

Rémy Cosandey

Info popcorn

Enquête au cœur des médias suisses

Christian Campiche et Richard Aschinger, Eclectica, 2010

L'actualité du rachat du *Temps* par Ringier est en droite ligne de l'étude contenue dans le livre de Christian Campiche et Richard Aschinger. Résumant l'histoire récente et la situation de nos médias, ces quelques 170 pages, agrémentées de dessins de Stéphane Peray, nous apportent en détail les principales clefs de compréhension des transformations du paysage national. Avec l'arrivée de la presse gratuite, la pression des ressources de la publicité, le métier de journaliste subit de lourds assauts. Les objectifs de rentabilité, la rémunération de l'actionnariat comme priorité force les restructurations sans que la population ne réagisse. C'est vraiment étrange quand on sait à quel point la démocratie est atteinte par cet exercice. Penser pouvoir se faire une opinion en connaissance de cause sur la base de quelques brèves ou dans la multitude d'internet est risqué. Puisse la presse indépendante résister à ces pressions, comme cette collection Sagitta ou notre journal préféré.

Edith Samba



Grâce à Pro Senectute

Vivre mieux son âge (ou son grand âge) grâce à Pro Senectute... C'est ainsi qu'à Yverdon, les aînés ont pu déguster la traditionnelle «brisolée» valaisanne dans une ambiance chaleureuse et conviviale, qu'il est possible de pratiquer la danse traditionnelle, le taïchi ou la gymnastique respiratoire assise et que, depuis ce printemps, à Yverdon encore, des jeunes du SEMO-Nord (semestre de motivation) se mettent à disposition des aînés pour les initier ou les conseiller au sujet de leur natel et smartphone... activité qui rencontre un vif succès.

www.vd.pro-senectute.ch

Journée des «proches aidants»

Cette journée intercantonale Vaud et Genève (30 octobre 2014) est placée sous le signe de la rencontre entre personnes épuisées par une présence importante auprès d'un malade dans la famille et associations et institutions fournissant des prestations de soutien. Conférences, expos, portes ouvertes de neuf foyers pour personnes âgées, stands d'information, espaces d'écoute, de parole et de lien, journée de réflexion pour les professionnels du réseau, tout est fait pour alléger la tâche des proches aidants et favoriser, par une meilleure information, le maintien à domicile de nos malades.

www.vd.ch/proches-aidants
www.ge.ch/proches-aidants

Semences sans frontières!

Cette association essaie de répondre aux demandes de soutien de milliers de personnes ou d'associations paysannes incapables de trouver localement des semences reproductibles libres de droits et adaptées à leur contexte local. La campagne «Semences sans frontières», à travers le don de semences fertiles aux communautés paysannes des pays les plus pauvres, vise à aider ces dernières à recouvrer leur autonomie semencière. En 2012, 420 kilos de graines ont été envoyées vers tous les continents, majoritairement en Afrique.

Association Kokopelli
www.kokopelli-semences.fr

Au Liban, soutien de la Suisse aux groupes vulnérables

La DDC (Direction du développement et de la coopération) finance actuellement 25 projets au Liban dont deux gérés uniquement par elle dans le district d'Akkar, région du nord défavorisée et qui porte aujourd'hui le poids de la crise. L'un de ces projets soutient financièrement 2500 familles libanaises qui hébergent au total 16.000 réfugiés syriens. L'autre projet porte en particulier sur la réhabilitation des systèmes d'assainissement dans treize écoles publiques qui accueillent 3100 élèves libanais et syriens. Ces soutiens ciblés renforcent les capacités de réaction des communautés locales à l'afflux de réfugiés.

D'après la revue *Un seul monde*
www.ddc.admin.ch

Une école d'agriculture pour les femmes

Une école d'agriculture réservée aux femmes doit voir le jour au Chili. Sa création a été décidée par l'Association nationale des femmes rurales et indigènes (Anamuri) qui compte quelque 10.000 membres. Cet institut agro-écologique latino-américain (IALA) sera axé sur la défense de l'agriculture familiale et entend contribuer à résoudre les problèmes de la faim. «*Nous ne poursuivons pas un rêve, nous relevons un défi*» déclare l'une des responsables. L'institut renforcera par ailleurs les activités d'autres IALA qui ont été créés ces dernières années, notamment au Venezuela, au Brésil, au Paraguay et en Equateur.

D'après la revue *Un seul monde*
www.anamuri.cl

N'hésitez pas à envoyer vos bonnes nouvelles à Yvette Humbert Fink, 26, rue de la Paix, 1400 Yverdon-les-Bains, tél./faxe 024 425 35 15.

Merci!

Les lanceurs d'alerte

Le terme «lanceur d'alerte» a été inventé dans les années 1990 par les sociologues Francis Chateauraynaud et Didier Torny. Il a ensuite été popularisé au début des années 2000 par le chercheur André Cicoletta. La création de cette notion visait à la séparer de celles de dénonciateur (sincère) et de délateur (intéressé). Le lanceur d'alerte signale des dangers ou des risques importants pour toute la société; ce faisant il interpelle les pouvoirs en place et suscite une prise de conscience de ses contemporains. Ce qu'il y a de particulier dans son action, c'est qu'il est prêt à prendre personnellement des risques, parfois considérables, pour

dévoiler des injustices ou des dysfonctionnements sociaux qu'il porte à la connaissance de tous. On a parlé dans le monde entier de Julian Assange et d'Edward Snowden. En Suisse, nous avons Christoph Meili. Mais il y a des milliers d'autres lanceurs d'alerte qui dévoilent des scandales que sans eux nous ne connaîtrions pas.

Nous parlerons de ce problème dans le forum de notre prochain numéro. Nous attendons volontiers vos contributions.

L'essor

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

Rédacteur responsable
 Rémy Cosandey
 Léopold-Robert 53
 2300 La Chaux-de-Fonds
 032/913 38 08; remy.cosandey@bluewin.ch

Équipe de rédaction
 Mousse Boulanger, Rémy Cosandey, Robert Curtat, Yvette Humbert Fink, Susanne Gerber, François Iselin, Aline Jaccottet, Pierre Lehmann, Emilie Salamin-Amar, Edith Samba, Bernard Walter.

Administration et retours
 L'Essor - Abonnements
 Tunnels 16
 2300 La Chaux-de-Fonds
 ou par courriel : info@journal-lessor.ch
www.journal-lessor.ch

Abonnement annuel : CHF 36.-
 Compte postal : Journal l'Essor, 12-2620-0

Composition et impression
 Société coopérative du Journal de Sainte-Croix - 1450 Sainte-Croix

L'essor - ISSN 1023-5663

délai pour le prochain numéro : 15 janvier 2015
 prochain forum : Les lanceurs d'alerte